



**Assemblée générale    Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

A/42/479  
S/19055  
18 août 1987  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

**ASSEMBLEE GENERALE**

Quarante-deuxième session  
Points 24, 73, 131, 133 et 140  
de la liste préliminaire\*

**LA SITUATION AU KAMPUCHEA**

**EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA  
DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE  
REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS  
ENTRE ETATS**

**RAPPORT DU COMITE SPECIAL POUR LE  
RENFORCEMENT DE L'EFFICACITE DU  
PRINCIPE DU NON-RECOURS A LA FORCE  
DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES  
DEVELOPPEMENT ET RENFORCEMENT DU BON  
VOISINAGE ENTRE ETATS**

**CONSEIL DE SECURITE**

Quarante-deuxième année

Lettre datée du 17 août 1987, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent du Kampuchea démocratique auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour information, un document intitulé "La situation au Kampuchea : questions relatives au problème du Kampuchea", composé d'extraits du discours prononcé par S. E. M. KHIEU Samphan, Vice-Président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères, lors de la troisième Conférence internationale sur le Kampuchea, tenue à Bangkok le 25 juillet 1987 (voir annexe).

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre des points 24, 73, 131, 133 et 140 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) THIOUNN Prasith

\* A/42/150.

Annexe

LA SITUATION AU KAMPUCHEA : QUESTIONS RELATIVES AU PROBLEME  
DU KAMPUCHEA

La lutte que mène le peuple kampuchéen sous la direction du Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique (GCKD), dont le Président est S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, dure depuis près de neuf ans. Pour le Kampuchea, petit pays pauvre et peu peuplé, l'agression armée des Vietnamiens est une tragédie. Cependant, par sa lutte acharnée, le peuple kampuchéen est parvenu à triompher de multiples obstacles et à remporter une victoire après l'autre, si bien que les agresseurs se trouvent maintenant en butte à des difficultés insurmontables sur tous les fronts :

Premièrement : Sur le champ de bataille au Kampuchea, ils sont complètement paralysés;

Deuxièmement : La communauté internationale ne cesse de faire pression sur eux;

Troisièmement : Dans leur propre pays, ils se heurtent à des difficultés croissantes : l'économie vietnamienne est en train de sombrer; les conditions de vie du peuple vietnamien empirent; les organes directeurs sont, du haut en bas de l'échelle, en proie à de graves dissensions internes qui ne laissent entrevoir aucune solution, tandis que la démoralisation, le découragement et la corruption s'installent à tous les niveaux du parti, de l'Etat et de l'armée.

Tous ces signes indiquent clairement que la lutte du peuple kampuchéen sous la direction du Gouvernement de coalition et de S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, Président du Kampuchea démocratique, a atteint un point tel qu'il est désormais possible d'envisager la libération du pays.

Néanmoins, un certain nombre de questions restent encore en suspens et je voudrais saisir cette occasion pour expliquer notre position en la soumettant à votre jugement et à celui de la communauté internationale.

- I. LE VIET NAM S'EST-IL MONTRE DISPOSE A SE RETIRER DU KAMPUCHEA? L'UNION SOVIETIQUE EST-ELLE PRETE A CESSER D'APPUYER L'OCCUPATION DU KAMPUCHEA PAR LE VIET NAM? FAUT-IL CROIRE LE VIET NAM QUAND IL ANNONCE SON INTENTION DE RETIRER SES TROUPES DU KAMPUCHEA AVANT 1990?

Nous jugeons nécessaire d'expliquer notre position sur les questions ci-dessus. Si nous croyons que les Vietnamiens sont disposés à se retirer du Kampuchea et que l'Union soviétique est prête à retirer son appui à l'occupation vietnamienne au Kampuchea, nous n'avons plus alors qu'à attendre que le Viet Nam et l'Union soviétique résolvent le problème kampuchéen, ce qui aurait pour effet de diminuer les pressions qui s'exercent sur le Viet Nam et l'Union soviétique et d'affaiblir la lutte du peuple kampuchéen. C'est pourquoi le Viet Nam et l'Union soviétique ont tout fait pour répandre cette idée.

Quelle est donc la vérité? En fait :

1. Les Vietnamiens n'ont pas l'intention de se retirer du Kampuchea. Ils ne s'en iront pas plus en 1990 qu'en l'an 2000. Ils n'abandonneront jamais leur plan de "Fédération de l'Indochine" ni leur stratégie d'expansion régionale. Ils emploieront les manoeuvres les plus fourbes pour faire éclater la coalition des forces patriotiques kampuchéennes et pour décourager l'appui international à la lutte légitime du peuple kampuchéen, de manière à pouvoir occuper indéfiniment le Kampuchea.

2. L'Union soviétique n'est pas prête à retirer son appui à l'occupation vietnamienne du Kampuchea. Bien au contraire, elle continue d'aider le Viet Nam dans ses projets d'occupation indéfinie et participe aux manoeuvres diplomatiques hypocrites que nous venons de mentionner. Toutes ces machinations font partie de la stratégie mondiale de l'Union soviétique, notamment en Asie et dans la région du Pacifique. Les bases militaires de Cam Ranh et Danang au Viet Nam sont devenues des bases stratégiques, à partir desquelles l'Union soviétique entend consolider sa position et étendre son influence dans la région jusque dans la mer de Chine méridionale, le Pacifique sud, le détroit de Malacca et l'océan Indien. Depuis longtemps, l'URSS essaie de s'approprier ces bases. Maintenant qu'elle les a acquises, elle ne les abandonnera pas de sitôt.

Après la visite de M. Chevardnadze en Asie du Sud-Est et dans le sud du Pacifique, en mars de cette année, nous attendions que l'Union soviétique prenne l'initiative d'une solution au problème kampuchéen. En réalité, Chevardnadze a fait ce voyage surtout pour évaluer tous les aspects du problème kampuchéen, de manière à pouvoir élaborer quelque machination et manoeuvre diplomatique visant à briser la coalition des forces patriotiques kampuchéennes et affaiblir l'appui international à la lutte légitime du peuple kampuchéen. Ces manoeuvres ont pour but d'aider le Viet Nam à maintenir ses forces d'occupation au Kampuchea et de servir les intérêts stratégiques soviétiques conformément au discours prononcé par Gorbatchev à Vladivostock, en juillet dernier.

Le communiqué commun publié par l'Union soviétique et le Viet Nam à l'issue de la récente visite de Nguyen Van Linh à Moscou déclare sans ambiguïté que l'Union soviétique a besoin d'un Viet Nam fort et que le Viet Nam a besoin d'une Union soviétique puissante, ce qui illustre bien la stratégie du Viet Nam et de l'Union soviétique. Quant à savoir si l'Union soviétique et le Viet Nam sont en mesure de réaliser leurs desseins, c'est une autre question. Toujours est-il que leurs objectifs demeurent inchangés et qu'ils les poursuivront opiniâtement.

Cependant, la solution au problème kampuchéen ne dépend pas du bon vouloir de l'Union soviétique et du Viet Nam. La question est la suivante :

Premièrement : Le peuple kampuchéen est-il déterminé à poursuivre la lutte?

Deuxièmement : La communauté internationale est-elle prête à continuer de faire pression sur le Viet Nam?

Nous sommes fermement convaincus que seuls :

- 1) La lutte acharnée du peuple kampuchéen et
- 2) Le soutien qu'apporte la communauté internationale à cette lutte en continuant de faire pression sur le Viet Nam,

obligeront les autorités vietnamiennes à rechercher une solution politique au problème kampuchéen et à retirer du Kampuchea toutes leurs forces d'agression.

C'est dans ces conditions seulement que la paix pourra être restaurée au Kampuchea et au Viet Nam et que la paix, la sécurité et la stabilité régneront véritablement en Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie-Pacifique.

## II. QU'Y A-T-IL DE VRAI DANS L'affirmation VIETNAMIENNE QU'UN KAMPUCHEA INDEPENDANT CONSTITUERAIT UNE MENACE POUR LE VIET NAM?

Même l'homme de la rue peut comprendre le problème. A l'heure actuelle, le Viet Nam compte 60 millions d'habitants et possède une armée régulière de 1,2 million d'hommes, outre quelques centaines de milliers de miliciens et autres éléments paramilitaires. L'armée vietnamienne, entend-on dire souvent, est la troisième du monde. Le Kampuchea, lui, a environ 7 millions d'habitants et son armée compte une dizaine de milliers d'hommes - des guérilleros. Le rapport des forces étant ce qu'il est, le Kampuchea peut-il constituer une menace pour la République socialiste du Viet Nam, voire attaquer le Viet Nam? Il va sans dire que tout ce que le Kampuchea désire, c'est coexister avec le Viet Nam dans la paix et la sécurité. Le Kampuchea ne peut même pas songer à attaquer la République socialiste du Viet Nam. Les Vietnamiens, en revanche, confiants dans leurs forces et décidés à créer une fédération de l'Indochine conformément à la stratégie qu'ils ont définie en 1930 et qu'ils maintiennent depuis lors, n'ont pas hésité à attaquer le Kampuchea.

Bien plus, le Kampuchea n'a jamais, au cours de l'histoire, envahi un pouce du territoire vietnamien alors que le Viet Nam s'est approprié, au cours des siècles, une bonne partie du territoire kampuchéen, notamment le Kampuchea Krom, l'actuel Viet Nam du Sud, devenu partie intégrante du territoire vietnamien. Aujourd'hui, le Viet Nam cherche à englober ce qui reste du Kampuchea.

Aussi, prétendre, comme le fait la propagande vietnamienne, qu'un Kampuchea libéré du joug vietnamien et indépendant constituerait une menace pour le Viet Nam, c'est parler dans le vide et insulter la communauté internationale. Pourquoi les Vietnamiens se livrent-ils à une telle propagande? Parce que :

1. Ils veulent induire en erreur la communauté internationale, et
2. Utilisent l'argument ci-dessus pour perpétuer leur mainmise sur le Kampuchea et poursuivre leur stratégie dite de fédération de l'Indochine et leur expansionnisme régional.

Je vous laisse, à vous tous et à la communauté internationale, le soin d'en juger.

### III. QUE SERA LE KAMPUCHEA APRES LA LIBERATION? QUELLES OPTIONS ET ORIENTATIONS POLITICO-STRATEGIQUES ADOPTERA-T-IL POUR PRESERVER SON INDEPENDANCE?

C'est là une question qui nous préoccupe beaucoup. L'expérience passée et présente nous enseigne que, pour un petit pays comme le Kampuchea - comme pour bien d'autres pays du tiers monde -, il est extrêmement difficile de demeurer indépendant car, de nos jours, toutes les régions du monde sans exception, deviennent l'enjeu des deux stratégies mondiales rivales. Eu égard à la complexité croissante du contexte géopolitique actuel en Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie-Pacifique, nous estimons qu'il n'y a, pour le Kampuchea, qu'une seule voie de salut. Le Kampuchea doit se doter d'une force nationale suffisamment importante pour pouvoir, avec l'appui de pays amis et d'autres forces du monde, assurer sa défense. C'est à cette condition seulement qu'il pourra survivre en tant que nation indépendante, neutre et non alignée. Autrement, il sera immédiatement absorbé par le Viet Nam. En effet, en raison de sa situation géographique, le Kampuchea ne peut être absorbé que par le Viet Nam et, si tel était le cas, il perdrait non seulement son indépendance, mais disparaîtrait totalement en tant que nation et en tant que peuple. L'équilibre des forces en Asie du Sud-Est et dans la région du Pacifique s'en trouverait radicalement modifié, ce qui représenterait un très grand danger pour la paix, la sécurité et la stabilité dans la région et dans le monde entier.

Certains se demandent peut-être comment le Viet Nam, après avoir été contraint de se retirer du Kampuchea, pourrait demeurer un danger pour le Kampuchea? Cette question en amène une autre.

### IV. POUR LE KAMPUCHEA, LA COEXISTENCE PACIFIQUE AVEC LE VIET NAM EST-ELLE ENCORE POSSIBLE?

Comme par le passé, cette question, nous nous la posons encore et continuerons à nous la poser.

En 1967, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK a invité le Front de libération nationale du Sud-Viet Nam et la République démocratique du Viet Nam à reconnaître la validité des frontières entre le Kampuchea et le Viet Nam telles qu'elles figurent sur la carte établie au 1/100 000e par la France que le Kampuchea et le Viet Nam utilisent officiellement depuis très longtemps. A l'époque, nous avons soutenu pleinement cette initiative, ce qui montre que, comme l'ensemble du peuple kampuchéen, nous étions pour la coexistence pacifique avec le Viet Nam.

Une fois au pouvoir, nous avons agi concrètement dans le même esprit.

Quelle a été la réponse des Vietnamiens à notre désir de coexistence pacifique avec eux? Cette réponse, vous la connaissez, mais il est peut-être utile de rappeler brièvement les faits :

1. M. Nguyen Huu Tho, alors Président du Front de libération nationale du Sud-Viet Nam, et M. Pham Van Dong, Premier Ministre du Viet Nam, qui était alors la République démocratique du Viet Nam, ont, respectivement au nom du Front de libération nationale du Sud-Viet Nam et de la République démocratique du Viet Nam,

fait des déclarations solennelles reconnaissant et respectant l'intégrité territoriale du Kampuchea conformément à la proposition susmentionnée de S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK.

Par la suite, au mépris total de leurs propres déclarations solennelles, ils ont multiplié les attaques contre le Kampuchea.

2. En juin 1975, deux mois à peine après la libération de Phnom Penh, comme nos problèmes avec le Viet Nam étaient devenus très nombreux et complexes, une importante délégation du Kampuchea démocratique au niveau le plus élevé s'est rendue à Hanoi et a proposé la signature d'un traité d'amitié, de coopération et de non-agression entre les deux pays. Lors des pourparlers d'Hanoi, les dirigeants vietnamiens n'ont pas répondu à notre proposition. Ultérieurement, lorsqu'une délégation vietnamienne de haut niveau dirigée par le Duan et le Duc Tho s'est rendue à Phnom Penh en décembre 1975, ils ont préféré encore ne pas répondre à notre proposition. Ils n'y ont jamais répondu non plus au cours des années suivantes.

En 1976, des négociations ont été de nouveau engagées entre le Kampuchea et le Viet Nam. Non seulement la délégation vietnamienne n'a pas accepté notre proposition, mais elle a rejeté les promesses solennelles précitées faites par le Viet Nam. Au cours des négociations, elle alla même jusqu'à revendiquer les îles Poulouei qui appartiennent au Kampuchea, ainsi qu'une partie non négligeable des eaux territoriales du Kampuchea et des fonds marins correspondants en insistant pour que la limite des eaux territoriales entre les deux pays soit réexaminée. En même temps, le Viet Nam multipliait les agressions contre le Kampuchea à la frontière orientale pour faire pression sur nous et nous faire savoir que si nous n'acceptons pas leurs revendications, ils nous attaqueraient.

En dépit de ces agressions frontalières, nous avons continué à rechercher la coexistence pacifique avec le Viet Nam.

Même à présent, alors que le Kampuchea est toujours envahi et occupé par le Viet Nam, nous ne perdons pas de vue cette perspective.

La proposition de paix en huit points présentée par le GCKD, le 17 mars 1986, comporte une clause importante qui reflète notre désir d'établir une coexistence pacifique avec le Viet Nam. Il ne s'agit en aucun cas d'une manœuvre diplomatique, mais d'une volonté sincère et durable. Malgré les souvenirs amers que nous ont laissés nos relations avec le Viet Nam au cours de l'histoire, nous continuons à souhaiter sincèrement une coexistence pacifique avec ce pays, en prévision d'un changement de climat au Viet Nam et dans la région qui soit favorable à la réalisation de nos objectifs.

Nous avons étudié l'histoire d'autres pays pour trouver des exemples qui puissent nous guider dans notre recherche d'une coexistence pacifique avec le Viet Nam. Nous avons essayé de tirer les enseignements de l'histoire de la France et de l'Allemagne qui avaient accumulé tant d'amères expériences au cours des siècles que celles-ci s'étaient converties en haine nationale réciproque. Pourquoi ces deux pays ont-ils pu coexister pacifiquement et même devenir alliés? Si la France et l'Allemagne ont pu vivre en paix côte à côte et devenir des alliés, c'est

à cause d'un fait important : après la deuxième guerre mondiale, les deux pays ont dû faire face au même ennemi mortel, à savoir l'Union soviétique et ses alliés du Traité de Varsovie. Un contexte historique nouveau les a donc aidés à résoudre leurs différends en dépit de siècles de relations pénibles.

Les relations entre le Kampuchea et le Viet Nam ne sont pas aussi empreintes d'amertume que celles qui ont existé entre la France et l'Allemagne. Cependant, le Kampuchea et le Viet Nam ne sont pas, comme la France et l'Allemagne, en présence de nouvelles conditions historiques. Le Kampuchea et le Viet Nam n'ont pas à faire face à un ennemi stratégique commun. Actuellement, le Viet Nam a des problèmes avec la Chine et d'autres Etats de la région, mais ces pays ne constituent pas pour lui une menace, comme l'Union soviétique et ses alliés du Traité de Varsovie à l'égard de l'Allemagne, car ils se consacrent à l'édification nationale et à l'amélioration des niveaux de vie de leurs populations. Le Viet Nam n'a donc personne à redouter.

Au contraire, le Viet Nam,

Premièrement, est allié à l'Union soviétique avec laquelle il possède des intérêts communs, a conclu des traités et des accords bien précis et a établi des liens économiques, militaires, politiques et idéologiques. En outre, l'Union soviétique et le Viet Nam poursuivent une stratégie précise, interdépendante et complémentaire tant à l'échelle mondiale que dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Deuxièmement, poursuit son plan de "Fédération de l'Indochine" et sa stratégie d'expansion régionale, qui impliquent l'absorption du Laos et du Kampuchea.

Lors de la fondation du Parti communiste indochinois en 1930, les Vietnamiens ont fait clairement savoir que le Viet Nam, le Laos et le Kampuchea devaient n'avoir qu'un seul parti et ne former qu'un seul pays, à savoir l'Indochine vietnamienne. Cette stratégie vietnamienne n'a jamais changé. Elle n'a fait que se renforcer et se développer, dès que le Viet Nam a été en mesure d'absorber le Laos qu'il a annexé de fait et avec lequel il a conclu le prétendu traité d'amitié de 1977 qui abolissait la frontière entre les deux pays. Maintenant qu'ils ont le Kampuchea à leur merci, les Vietnamiens ne sont pas prêts d'abandonner cette stratégie. Les faits montrent au contraire qu'ils s'y tiennent. En outre, tous les congrès du Parti vietnamien, depuis le premier jusqu'au sixième qui vient de se réunir, c'est-à-dire de 1930 à 1986, ont toujours indiqué clairement une volonté de consolider et de développer cette stratégie.

Par conséquent, d'après notre analyse de la situation, on ne voit guère comment, au cours des 20 à 30 prochaines années, les conditions historiques pourraient changer pour le Kampuchea et le Viet Nam, comme cela a été le cas pour la France et l'Allemagne. Cela nous amène à conclure que les perspectives d'établissement, entre le Kampuchea et le Viet Nam, de relations amicales telles que les deux pays puissent vivre pacifiquement côte à côte ne sont pas brillantes.

Ce tableau de la situation, loin d'être inspiré par une haine née du passé, repose sur des faits réels. Notre sens de la patrie nous oblige à prendre conscience de ces réalités afin d'être à même de déterminer les meilleures options politico-stratégiques pour le Kampuchea au cours des 20 à 30 prochaines années, période pendant laquelle le danger d'être absorbés par le Viet Nam sera suspendu au-dessus de nos têtes comme une épée de Damoclès et le contexte géopolitique en Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie-Pacifique deviendra de plus en plus complexe. Voilà ce qui nous préoccupe au plus haut point. Nous craignons que le Kampuchea ne devienne un autre Liban. Si tel était le cas, c'est bien le Kampuchea et pas un autre pays qui serait automatiquement absorbé par le Viet Nam.

Alors que faire? Voilà la question que je souhaite aborder maintenant.

V. NOUS NOUS EN TENONS RESQUELLEMENT A LA POLITIQUE DE GRANDE UNION  
NATIONALE ET D'ETABLISSEMENT DE BONNES RELATIONS AVEC TOUS  
LES PAYS DU MONDE

Conscients du danger qui va nous guetter en permanence, à savoir celui d'être annexés par le Viet Nam, ayant par ailleurs combattu en patriotes, côte à côte avec la nation et le peuple kampuchéens, et nous étant dévoués à leur cause, nous continuerons de nous en tenir à notre politique de grande union nationale, aussi complexe que soit la situation. Nous sommes convaincus que le peuple kampuchéen comprend et approuve cette politique. En ce qui concerne les autres partis politiques, nous continuerons également d'appliquer cette politique et ferons de notre mieux pour nous unir à eux dans le cadre national. C'est pourquoi nous avons fait clairement savoir qu'à l'avenir, nous respecterions le régime démocratique libéral tel que le Gouvernement central du Kampuchea démocratique l'a défini dans sa proposition de paix en huit points. Il va de soi que dans un tel régime multipartite, certains partis pourront trouver un terrain d'entente pour constituer une coalition ou une alliance. En revanche, il est tout aussi concevable que des partis puissent ne pas s'entendre, voire que certains aient des politiques hostiles à l'égard d'autres partis. Quoi qu'il en soit, nous ne dévierons pas du chemin tracé et continuerons à nous en tenir à notre politique de grande union nationale. Nous n'avons cessé de progresser dans l'application de cette politique parmi le peuple kampuchéen, à l'intérieur du Kampuchea. Nous avons également adopté les politiques suivantes à l'égard des ressortissants kampuchéens vivant à l'étranger :

- Premièrement, nous avons fait connaître notre politique dite Front de grande union nationale depuis décembre 1979;
- Deuxièmement, nous avons dissous le Parti communiste kampuchéen en décembre 1981;
- Troisièmement, nous avons précisé, le 6 juillet 1985, la position politique du Parti démocratique kampuchéen sur les sept questions les plus importantes;
- Quatrièmement, nous avons clairement indiqué que la proposition de paix en huit points du Gouvernement central, formulée le 17 mars 1986, serait la base de notre future charte nationale;
- Cinquièmement, nous avons défini notre politique de défense nationale dans un mémorandum daté du 8 mars 1987.



Nous avons rendu publiques les politiques susmentionnées, de sorte que nos amis et la communauté mondiale dans son ensemble, ainsi que les ressortissants kampuchéens vivant à l'étranger, puissent les comprendre et en contrôler la mise en oeuvre. A l'intérieur du Kampuchea, le peuple comprend de mieux en mieux nos politiques à travers nos actes.

Le Kampuchea, comme maints pays du tiers monde, est, et sera, assailli par des difficultés complexes. Mais ces difficultés, nous devrions être à même de les surmonter toutes si nous mettons en oeuvre cette politique de grande union nationale qui doit nous permettre de rassembler des forces suffisantes pour mener notre actuelle lutte de libération nationale et construire notre défense nationale de demain.

Si nous nous en tenons à notre politique de grande union nationale et si nous entretenons de bonnes relations avec tous les pays du monde, nous continuerons d'exister, contre vents et marées, car aujourd'hui, les Vietnamiens occupent toujours le Kampuchea mais, même après leur retrait de notre territoire, ils seront en permanence à nos portes, à l'affût de la moindre occasion de nous annexer. Nous devons faire preuve de ténacité pour pouvoir mobiliser les forces de notre nation et de notre peuple et obtenir l'appui de la communauté internationale à un **Kampuchea indépendant, pacifique, neutre et non aligné.**

Nous sommes pleinement conscients du fait que "la mort de notre nation signifierait aussi celle de notre peuple, aux mains des Vietnamiens, la nôtre et celle de nos familles et de nos proches".

#### **VI. LE PARTI DEMOCRATIQUE KAMPUCHEEN N'A PAS L'INTENTION DE S'EMPARER DU POUVOIR ET DE DIRIGER SEUL LE PAYS**

Telles sont donc nos intentions. J'ai déjà expliqué les raisons pour lesquelles nous avons adopté cette position. Permettez-moi de les rappeler très brièvement :

1. Compte tenu des stratégies mondiales et de la situation géopolitique complexe qui prévaut en Asie du Sud-Est et dans la région de l'Asie-Pacifique, nous n'avons, en tant que patriotes, aucune raison, quelle qu'elle soit, de nous emparer du pouvoir et de diriger seuls le pays. Si nous devions nous emparer seuls du pouvoir, nous romprions l'unité du peuple et de la nation et nous déclencherions des différends internes. Le Kampuchea serait, dès lors, à la merci du Viet Nam;
2. Si nous devions nous emparer seuls du pouvoir, ce serait toute notre politique de grande union nationale qui s'effondrerait;
3. Nos amis dans le monde ne nous soutiendraient pas;
4. Ce serait, pour les Vietnamiens, une occasion en or d'annexer le Kampuchea.

Pour toutes ces raisons, nous n'avons d'autre choix que de nous en tenir résolument à notre politique de grande union nationale. Pour un pays petit, pauvre et peu peuplé comme le Kampuchea, la capacité de défense pose un problème, quand bien même toutes les forces nationales seraient unies. Le Kampuchea a donc besoin, pour assurer sa défense, à la fois de l'unité de ses forces nationales et du soutien de la communauté internationale.

VII. UN AUTRE PARTI POLITIQUE SERA-T-IL EN MESURE DE S'EMPARER DU POUVOIR ET DE DIRIGER SEUL LE PAYS? AURA-T-IL ASSEZ DE FORCE POUR ASSURER LA DEFENSE NATIONALE?

Notre réponse est non. Les raisons indiquées plus haut valent également dans ce cas. Si un parti politique essayait d'imposer sa domination exclusive,

1. Cela désagrégerait les forces de la nation et du peuple kampuchéens et le Kampuchea serait automatiquement annexé par le Viet Nam;
2. La communauté internationale ne soutiendrait pas une telle politique;
3. Même avec l'appui de l'extérieur, l'unité nationale demeure le facteur déterminant. Sans cette unité, en effet, nulle puissance étrangère ne peut aider le Parti avec quelque chance de succès. L'histoire mondiale, ancienne et contemporaine, l'a clairement démontré.

Par conséquent, si d'aventure le Parti démocratique kampuchéen cherchait à s'emparer seul du pouvoir, il courrait droit au suicide. Et il en irait de même de tout autre parti politique. La seule issue, pour le Kampuchea et pour toutes les forces nationales, est la suivante :

Premièrement, mettre en oeuvre coûte que coûte la politique de grande union nationale au Kampuchea;

Deuxièmement, établir de bonnes relations avec tous les pays du monde.

...

(Extraits de l'allocution prononcée par M. KHIEU Samphan, Vice-Président du Kampuchea démocratique chargé des affaires étrangères, à la troisième Conférence internationale sur le Kampuchea tenue à Bangkok, en Thaïlande, le 25 juillet 1987)

-----

